

Pour l'Education, Macron a trouvé pire que Najat Vallaud-Belkacem

écrit par Aude | 6 avril 2017

“[Bariza Khiari](#) fait partie de ces personnalités de l’ombre, qui à quelques jours de l’élection présidentielle, doivent impérativement être mises au jour. [...] Cette personnalité centrale d’*En Marche*, membre de la garde rapprochée de Macron et potentielle ministre de l’éducation en cas d’élection de ce dernier, a de quoi inquiéter les Français soucieux de préserver une certaine idée de la France, ainsi que de ne pas livrer la France aux idéologies mortifères. [...] En effet, cette franco-algérienne, née à Ksar Sbahi en Algérie de parents fervents militants du FLN et sénatrice PS de Paris depuis près de 15 ans, n’a jamais caché son militantisme pro-islam. [...] L’idéologie portée par Bariza Khiari est un danger pour la République, car sa proximité avec le CCIF, et notamment avec l’inénarrable Marwan Muhammad, est révélatrice de ce double discours insidieux que pratique à merveille une certaine frange de l’élite de la communauté musulmane.

Pour rappel, en 2011, Bariza Khiari déclarait que pour elle, « **le problème ce n’est pas Tariq Ramadan, c’est le gouvernement** ». Cette phrase venant exempter Tariq Ramadan de toute logique idéologique tendant à paver la voie à l’islamisme a de quoi surprendre. [...] Pour la sénatrice PS, **parler d’islam revient de facto à « créer des peurs »** en agitant le chiffon rouge de l’immigration, et en procédant à des raccourcis fallacieux entre religion et fondamentalisme. [...] Et à ce titre, cette proche de Macron et future ministrable, s’est gravement fourvoyée il y a quelques mois dans un appel publié dans le JDD en faveur d’une réflexion sur la place de l’islam en France. Dans cet appel publié fin juillet 2016, et impulsé par Bariza Khiari, 42 « intellectuels » musulmans se déclarent être prêt à « assumer [leurs] responsabilités » en matière de réflexion autour de la structuration de l’islam. Si l’on excepte le flou inhérent à cet appel, et la confusion des genres tiraillant ce discours qui oscille perpétuellement entre politique et religieux, **c’est surtout l’absence de toute référence aux victimes juives des attentats qui ont touché la France au cours de ces dernières années qui a suscité l’émoi**. Alors que cet appel débute par une énumération des différents attentats ayant ciblé notre territoire, **n’importe quel lecteur est très vite interloqué et choqué par l’absence de tout**

hommage aux victimes de l'école Ozar Hatorah à Toulouse et aux victimes de l'HyperCacher de Vincennes. [...]

Dans *Non je ne me tairai plus*, livre publié le 8 mars de cette année, Amine El Khatmi, élu socialiste et musulman montre **la face cachée des collusions entre une certaine élite socialiste et l'islamisme radical**. Pour cet élu, difficilement soupçonnable d'islamophobie, les socialistes tendent à nouer des pactes du diable avec des acteurs ouvertement antirépublicains. « *Sur des questions aussi fondamentales que celles de la laïcité et de la résistance au communautarisme, les socialistes ne sont pas en ordre de bataille. Sur le terrain, des élus passent des compromis inacceptables* » écrit le jeune élu socialiste. Parmi les élus accusés de collusion avec l'islamisme radical par Amine El Khatmi on retrouve notamment **une certaine Bariza Khiari**. L'auteur explique ainsi que **des élus locaux et des parlementaires ont trouvé la parade pour financer des lieux de culte** sans enfreindre l'article 2 de la de 1905, qui précise que la République ne reconnaît ni ne subventionne aucun culte. Pour contourner cette loi majeure de notre République, **certains élus versent leurs subventions à des associations présentées officiellement comme engagées dans un combat uniquement culturel**, mais qui poursuivent en réalité une finalité bien plus perfide et sournoise : mettre en place des montages financiers complexes pour financer la création de mosquées grâce à de l'argent public.

Archétype même de ces montages financiers complexes, **l'Institut des Cultures d'Islam dirigé par Bariza Khiari** est révélateur de ces pratiques qui bafouent ouvertement **les valeurs républicaines**. De concert avec Anne Hidalgo, toujours aussi complaisante à l'égard d'acteurs qui gravitent pourtant dans des sphères foncièrement anti-républicaines, **Bariza Khiari a fait voler en éclats les frontières entre culturel et cultuel**. L'ICI est situé dans le XVIII^e arrondissement de Paris, et cohabite en son sein une école où est enseigné l'arabe littéraire et...une salle de prière pilotée par **la Grande Mosquée de Paris, mais financée par de l'argent public**. Interrogée en septembre 2016 par Bernard de La Villardièrre dans le cadre de son émission « *Dossier Tabou* », **Bariza Khiari, acculée par les faits manifestes et incontestables, reconnaîtra du bout des lèvres que le centre, financé par la municipalité de Paris, est bel et bien une seconde mosquée de Paris**. [...]"

Elle est déléguée nationale du mouvement En marche !

http://lesalonbeige.blogs.com/my_weblog/2017/04/pour-leducation-macron-a-trouvé-pire

[-que-najat-vallaud-belkacem.html](#)

La manipulation-fraude a été dénoncée par un contribuable parisien qui a gagné contre Delanoë en première instance et contre Hidalgo en appel...

<http://ripostelaique.com/institut-cultures-dislam-parisien-inf-lige-deroute-judiciaire-a-delanoë.html>

<http://ripostelaique.com/institut-des-cultures-dislam-hidalgo-definitivement-condamnee.html>

Dans tous les cas c'est le contribuable parisien qui paie, ils auraient tort de se gêner...